



LES CAHIERS VERTS DE L'ÉCONOMIE

Éditorial du 6 décembre 2018

Français, pense à l'Argentine !

Nous reprenons ici un éditorial du 22 juillet 2014. Notre point de vue exprimé prend une autre dimension à la lumière des événements récents et des échéances à venir. Malheureusement, notre analyse n'a pas été démentie.

[...]

La leçon de la crise argentine est bien plus large et va bien au-delà de cette énième tension financière.

En fait, les crises financières qui se sont succédées en Argentine au cours des dernières décennies (défauts et/ou crises bancaires et/ou hyper inflation) n'ont fait que refléter l'une des plus fortes phases de déclin économique du temps de paix de l'histoire contemporaine. Et le mode de spoliation à intervalles réguliers de ses créanciers a constitué l'une des issues les plus « naturelles » pour les différents gouvernements argentins, incapables de forger les conditions d'un développement durable. Encore aujourd'hui, C. Kirchner cherche, en dénonçant les « fonds vautours », à trouver des prétextes commodes pour masquer sa gestion calamiteuse.

Rappelons qu'à son apogée économique, l'Argentine était l'un des pays les plus riches du monde. Pays très ouvert, puissance agricole de 1^{er} plan, elle figurait parmi les grandes « stars » de la fin du XIX^{ème} siècle et du début du XX^{ème} (taux de croissance annuelle de 6% entre 1860 et 1914). C'est le pays qui attirait le plus de capitaux et de migrants (plus de la moitié des habitants de Buenos Aires était d'origine étrangère en 1914).

Elle était la 9^{ème} puissance économique, tant en 1920 qu'en 1950. En réalité, le déclin argentin fut antérieur au milieu du XX^{ème} siècle mais l'Argentine n'a pas été directement affectée par les deux conflits mondiaux. En 2014, elle n'est plus que 27^{ème}.

En termes de niveau de vie, celui de l'Argentine était au même niveau que celui de la France, à la fois en 1900 et 1950. Son PIB par habitant la positionnait en fait au 12ème rang mondial, juste devant la France. Son rang actuel est entre 62^{ème} (PIB par habitant en dollars courants) et 69^{ème} (PIB par habitant en PPA). Par rapport au Brésil, son niveau de vie relatif était 6 fois supérieur au début du XXème siècle. Aujourd'hui, il n'est qu'à peine 40% plus élevé.

Si l'on devait chercher une cause unique au déclin argentin, on mentionnerait le péronisme. Non pas que Juan Peron ait toujours gouverné l'Argentine (seulement en fait de 1946 à, 1955 et, avec son épouse, de 1973 à 1976). Mais le péronisme a façonné la vie politique et sociale du pays. La plupart des gouvernements s'en sont inspirés, directement ou indirectement. Même Carlos Menem (qui a pourtant dirigé le pays de 1989 à 1999 dans une orientation plus « libérale »), était péroniste. Le péronisme a très largement inspiré le couple Kirchner, aux affaires depuis 2003.

Le péronisme, d'origine à la fois socialiste et nationaliste, représente l'illusion d'un modèle développementaliste autonome animé par l'Etat et affranchi des contraintes de la concurrence et de la compétitivité. Ainsi en est-il allé du protectionnisme (stratégie de la substitution de la production manufacturière nationale aux importations, inspirée par Raul Prebisch¹) avec un secteur manufacturier qui s'est révélé toujours plus dépendant des aides et des protections publiques et jamais réellement compétitif, ayant par ailleurs souvent à subir un taux de change déterminé par les considérables surplus agricoles (l'agriculture et l'agro-alimentaire comptant aujourd'hui pour 9% du PIB et 34% des exportations).

L'Argentine est restée le plus souvent depuis 1945 une économie assez fermée. Le ratio exportations de biens et services/PIB n'a jamais dépassé les 10% sur l'après-guerre, sauf après la grande dépression de 1998-2002 (-20% de baisse du PIB réel) où le ratio s'est approché de 30%. Puis il a baissé à nouveau régulièrement (20% aujourd'hui).

Le déclin aidant, l'Etat est tombé dans un social clientélisme quasi structurel. Depuis Perón, le modèle argentin est également porteur d'une tradition égalitariste : la redistribution de la richesse est ancrée dans le discours politique. La pression fiscale globale est ainsi aujourd'hui de 37% du PIB, la plus forte d'Amérique latine.

Au-delà des transferts financiers publics, l'économie argentine a toujours été marquée par une forte interférence de l'Etat dans les activités privées et un faible respect des droits de propriété.

Cela s'est d'ailleurs particulièrement bien manifesté depuis l'arrivée des Kirchner aux affaires (expropriation de Repsol en 2008, nationalisation des fonds de pension privés en 2008, manipulation des chiffres d'inflation, limitation aux exportations de capitaux,...).

¹ Raul Prebisch était un économiste argentin (1901-1986) célèbre sur l'après-guerre pour ses contributions aux approches structuralistes et « tiers-mondistes » sur les pays émergents. Il reconnut certaines de ses erreurs vers la fin de sa vie.

Plus généralement, les gouvernements argentins n'ont jamais réussi à sortir de préoccupations court-termistes et ont toujours été gangrenés par la corruption. D'où le recours systématique aux expédients et une instabilité politique chronique. L'Argentine a été marquée par une multitude de coups d'Etat (1943, 1955, 1962 et 1976) qui ont d'ailleurs plutôt accentué les pratiques clientélistes. Aujourd'hui encore, l'Argentine figure au 106^{ème} rang à l'indice de perception de la corruption de Transparency International.

En termes de compétitivité, les classements de l'Argentine sont également exécrables ; 104ème dans le classement de compétitivité du World Economic Forum et 126 ème dans l'enquête « Doing Business » de la Banque mondiale.

De temps en temps, l'Argentine fait illusion, à la faveur de vagues de hausse des prix des matières premières : ce fut ainsi le cas après la grande dépression de 1998-2002, avec près de 9% de croissance moyenne annuelle entre 2003 et 2007 (et à nouveau en 2010 et 2011) grâce à la hausse des prix des matières premières agricoles, en particulier du soja.

Avec le retournement des prix des matières premières depuis 2011, les illusions se dissipent. L'Argentine renoue progressivement avec la récession (en 2014), la disparition de l'excédent commercial, un déficit budgétaire structurel élevé, des fuites massives de capitaux,...

La descente progressive aux enfers de l'Argentine depuis environ 70 ans doit interpellier la France. Elle rappelle que les écarts de performance entre les nations sont dus pour l'essentiel aux différences de gouvernance et non pas aux dotations en richesses naturelles. Elle rappelle aussi qu'en cas de fermeture progressive, il peut subsister au sein des pays, des secteurs productifs et compétitifs, coexistant avec un appauvrissement économique du reste de la société. Elle enseigne également que la dynamique du déclin s'auto entretient : il est en effet très difficile d'amorcer dans ce contexte une stratégie de redressement durable en raison des obstacles sociologiques, politiques et même économiques (l'ajustement a un coût économique de court terme) que le déclin génère en lui-même.

L'Argentine montre aussi le caractère illusoire des discours des élites politiques assis sur des mythes et le déni de la réalité. Elle montre aussi le caractère suicidaire à terme du refus de l'adaptation au monde extérieur.

L'Argentine et la France partagent cette passion de l'étatisme, de l'égalitarisme et de l'économie de connivence. Les deux Etats privilégient les beaux discours à l'efficacité. Avec une tendance à flatter les clientèles et les populismes de toutes sortes en affichant des orientations défensives et risquophobes.

En Argentine comme en France, le temps est le meilleur allié du déclin. En temps de paix, il n'est pas toujours clairement visible par la majeure partie de l'opinion publique.

Aujourd'hui, la performance macro-économique argentine contraste singulièrement avec la réussite d'autres voisins latino-américains (certains traditionnels comme le Chili, d'autres plus nouveaux

comme la Colombie ou le Mexique) de même que la France décroche de la plupart de ses partenaires occidentaux.

En France, l'utilisation de la thématique de la mondialisation illustre bien les difficultés du pays. La mondialisation est souvent le bouc émissaire utile pour masquer les causes de nos défaillances; la préservation des rentes, le manque d'innovation et de flexibilité.

La réalité est que la mondialisation n'est pas, contrairement aux lubies de certains politiques français, une option ; elle est le produit de la baisse historique des coûts de transport et de communication depuis plus de 30 ans, ainsi que des décisions d'ouverture aux échanges (création de l'OMC en 1994) prises par la communauté internationale. Face à ce défi, les politiques français ont fait au cours de cette période le triple choix des dépenses publiques et de la dette, des réformes et des discours lénifiants.

Comme nous l'avons mentionné dans plusieurs de nos travaux antérieurs², la spirale de la décadence française a commencé il y a plus de 30 ans et ce n'est donc pas un phénomène nouveau.

Cela fait déjà belle lurette que la France ne figure plus parmi les rangs d'excellence (compétitivité, niveau de vie, gouvernance) dans les grands classements internationaux ; 23^{ème} en termes de compétitivité dans le world economic forum ; 38^{ème} dans le Doing business de la Banque Mondiale ; 22^{ème} en termes de PIB par habitant ; 20^{ème} en termes d'IDH (ONU); 22^{ème} en matière de corruption (Transparency International) ; 28^{ème} en termes de démocratie (indice de The Economist).

Comme l'Argentine, l'Etat puise dans ses domaines d'excellence historiques (agro-alimentaire, cosmétiques, luxe, aéronautique, nucléaire,...) et dans un secteur privé concurrentiel qui s'amenuise.

Pour ceux qui ne sont pas convaincus, nous rappelons que la France présente depuis 1975 un déficit annuel moyen de croissance du PIB par habitant de 0,4 point par rapport aux pays de l'OCDE, lié au vieillissement plus important à hauteur de 0,1 point et au taux d'emploi (taux d'activité et taux de chômage) à hauteur de 0,2 point. Et depuis le milieu des années 1990, les gains de productivité horaire en France ne suffisent plus à compenser le recul des heures travaillées et la moindre productivité par tête explique l'essentiel du déficit de croissance par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE depuis vingt ans (0,5 point).

Bref, il est plus que jamais temps pour les français de se pencher et de réfléchir sur la lente tragédie argentine des dernières décennies.

Copyright tous droits réservés. Ce document est strictement confidentiel et établi à l'attention exclusive des clients de SOCOFI (Les Cahiers Verts de l'économie). Il ne saurait être transmis à quiconque sans l'accord préalable écrit de SOCOFI.

² Voir notamment nos éditoriaux du 6/11/2013 (« La France peut encore dormir ») et du 8/05/2012 (« La France décadente fait sa comédie électorale »)